

Séance solennelle de Rentrée académique 2014-2015 (19 septembre 2014).
Discours de Didier Viviers, Recteur de l'Université

Mesdames, Messieurs, en vos titres et qualités,

Notre Université a connu une année 2013-2014 particulièrement riche.

Signe indéniable de vitalité et d'une rare capacité d'auto-critique, elle a eu le courage de réformer progressivement mais en profondeur sa gouvernance. Une gouvernance placée notamment sous le signe de l'ouverture. Pour ne prendre que quelques exemples au-delà des statuts proprement dits, nos commissions de classement, notre conseil de la recherche sont désormais largement ouverts à nos collègues étrangers.

Toujours avec le souci de l'ouverture, l'ULB a participé activement et positivement aux négociations qui ont accompagné la réforme du « paysage » de l'enseignement supérieur, voulue par le Ministre Marcourt. Ma présidence ad interim s'achèvera dans quelques jours et, avec le concours de tous mes collègues de l'enseignement supérieur, des syndicats et des étudiants, nous avons mis sur pied la toute nouvelle et désormais unique Académie de recherche et d'enseignement supérieur (l'ARES). Contrairement à ce qu'on lit parfois, aucun « retard à l'allumage ». Au contraire, en moins de 9 mois, tout est en place pour que, sous la présidence de mon successeur, Philippe Maystadt, l'institution fonctionne à plein régime, s'affirmant comme un lieu de dialogue entre tous les acteurs de l'enseignement supérieur.

Le décret prévoyant l'intégration des catégories de traducteurs et interprètes de la Haute Ecole de Bruxelles (l'ISTI) et de la Haute Ecole Francisco Ferrer (ancien institut Cooremans) a enfin été voté, après plusieurs années de négociations complexes. L'ULB sera ainsi, dès la rentrée prochaine, le plus grand centre d'enseignement des langues de la Communauté française de Belgique, au cœur de la capitale de l'Europe, manifestant une fois encore notre volonté de participer pleinement aux grands enjeux européens par nos formations et le profil même de notre Université.

En cette année 2013-2014, l'ULB offrait un 6^e Prix Nobel scientifique à la Belgique, le 4^e en ce qui concerne notre université. Mais je souhaiterais que cette prestigieuse distinction n'occulte pas les nombreux grants de l'ERC, par exemple, que nos chercheurs ont décrochés, à tous les niveaux du concours : 3 Starting grants, 2 Consolidator et 3 Advanced. On y verra la preuve d'un dynamisme continu —et même accru— de notre recherche fondamentale, internationalement reconnue.

Quant à la recherche appliquée et ce que l'on appelle le Transfert de technologies, nous avons lancé un nouveau fonds d'investissement à 20 millions, multipliant ainsi par 4 notre capacité d'aide aux chercheurs qui souhaitent créer leur spin-off sur la base d'une découverte applicable immédiatement au marché.

Enfin (et pour me limiter à quelques éléments phares), nous avons préparé la mise en œuvre de la nouvelle « organisation des études » et nous réformons progressivement, mais activement, nos programmes pour aborder le plus solidement possible cette approche

nouvelle, qui sera tout à fait effective en 2015, des parcours universitaires de nos étudiants. Et cela parallèlement à une répartition des ressources allouées à chaque faculté pour les 5 ans qui viennent, de sorte que nous puissions prévoir et mieux attribuer les postes d'enseignants, d'assistants et de personnel technique et administratif en fonction des axes principaux de développement de chacune de nos facultés.

Et bien d'autres chantiers encore que vous pourrez découvrir dans la brochure « Hauts faits et chiffres ».

L'année qui s'ouvre se poursuivra sur cette lancée.

- Renforcement de la recherche transdisciplinaire. Notamment en sciences humaines et sociales avec la constitution d'une « Maison des Sciences de l'Homme ».
- Reconfiguration de deux facultés dans un esprit de cohérence et d'équilibre.
- Refondation de notre « Institut d'études européennes », dont les ressources sont désormais stabilisées à travers une plus grande intégration facultaire et sur un projet revu qui accompagne l'évolution de la construction européenne.
- Lancement d'un programme actif de cours en ligne à large diffusion (les MOOCs).
- Développement de nos partenariats internationaux, avec un accent tout particulier sur la Chine et le Brésil, avec la poursuite aussi de notre collaboration resserrée avec les Universités de Montréal et de Genève, sans négliger la structuration de nos échanges avec des partenaires plus proches, en France bien sûr, mais aussi en Allemagne, pays auquel nous consacrerons une attention particulière en 2014-2015 « Année de l'Allemagne à l'ULB », ce qui permettra de renforcer nos liens avec nos collègues d'outre-Rhin.

Les projets ne manquent pas. Les étudiants non plus. Notre souci est de renforcer encore la qualité de leur formation et de les accompagner, notamment lors de leur arrivée à l'université, sur cette voie de l'effort et de l'acquisition progressive de l'autonomie. Nous ferons en sorte qu'ils soient de plus en plus acteurs de leur formation. Nos guidances seront revues à cet effet, pour s'adapter sans cesse à la diversité des profils des étudiants qui rejoignent l'université. Quant aux étudiants en Master, qui nous arrivent de plus en plus nombreux de l'extérieur à ce niveau d'études, nous voulons les confronter plus que jamais à la recherche, aux stages, à la mobilité internationale, aux cours en langues étrangères.

Et la Culture dans tout cela ?

Rassurez-vous, mon intention n'est pas de m'essayer ici à une quelconque définition de ce concept flou. Bien d'autres s'y sont laissés aller. De Françoise Sagan, qui tentait une célèbre métaphore gourmande et sucrée, jusqu'à Edouard Herriot qui pensait, assez curieusement (j'y reviendrai), qu'on pouvait y retrouver le résidu de la mémoire, on ne compte plus les tentatives de définition.

Mon propos consistera plutôt à justifier que notre Université ressente la nécessité d'évoquer la (ou davantage les) cultures lors d'une rentrée académique. Et cela en trois ordres de réponses.

1.— Tout d'abord, pour faire une pause à contre-courant dans l'ambiance générale qui nous contraint. Si l'exploitation de l'homme par l'homme a caractérisé le 19^e siècle, si l'oppression

politique du même par le même l'a en partie remplacée au 20^e siècle, il est probable que le 21^e siècle aura à réfléchir sur l'imposition mentale du groupe sur la personne ou, si vous préférez, la pression de l'esprit de tous sur l'intelligence de chacun. Placer la culture au centre du débat universitaire, c'est dès lors affronter le politiquement correct.

Que n'entend-on aujourd'hui dire qu'une année non réussie s'évalue d'abord et avant tout en termes de coût économique ? Que n'entend-on dire que l'employabilité devrait constituer un critère de définition de l'offre d'enseignement ? Que ne suggère-t-on pas que l'apport de l'université à la société se mesurerait au seul nombre d'emplois créés, notamment par de nouvelles entreprises directement issues de nos laboratoires ?

Il est évident que nous devons être efficaces dans notre enseignement, en menant les étudiants à la réussite et en leur apportant des savoirs qui les valoriseront sur le marché de l'emploi. Il est évident que les universités contribuent, et pas peu, au développement économique des régions. Mais si nous nous enfermons dans cet utilitarisme à courte vue, nous enterrons aussi l'Université.

Rappelons-nous ce que disait Raymond Poincaré, DHC de notre Université en 1919: « l'utile, c'est uniquement ce qui peut rendre l'homme meilleur ».

Pour nous rappeler à cet objectif, il importe de ramener la culture au centre du débat, il importe d'évoquer l'utilité de l'inutile, comme vient de le faire, cet été, dans un livre rafraîchissant le philosophe italien Nuccio Ordine, qui sait qu'« il faudra se battre au cours des années à venir pour préserver de la dérive utilitariste non seulement la science, l'école et l'université, mais aussi tout ce que nous appelons 'culture' ».

Or, la question est brûlante. Sans un refinancement d'au moins 100 millions sur la législature qui s'ouvre, l'université en Fédération Wallonie-Bruxelles est promise à une mort annoncée. Mais la pire des choses serait de conditionner ce refinancement à de nouvelles missions supplémentaires qui s'inscriraient dans l'utilitarisme le plus immédiat. Ces 100 millions sont indispensables aux missions déjà assumées par les universités ; ils n'attendent pas de nouveaux objectifs.

Placer la culture au centre du débat, c'est aussi rappeler l'un des dangers que nous fait courir l'utilitarisme ambiant, à savoir la parcellisation et l'hyperspécialisation des savoirs. Edgar Morin le soulignait à juste titre : « La culture c'est ce qui relie les savoirs et les féconde ». L'université doit en effet être plus que jamais attentive à l'unité des savoirs, à cette « nouvelle alliance » chère à Ilya Prigogine. N'oublions pas que ce que l'université doit produire, ce sont des étudiants capables de s'adapter, capables d'évoluer, capables de critiquer. Et non pas des techniciens ou des technologues dont le bagage de savoirs sera nécessairement bien vite dépassé.

Permettez-moi de souligner que l'employabilité n'est pas qu'un problème universitaire, elle repose également sur une attitude de la société. Et notre devoir est aussi de poser courageusement le problème. Pourquoi embauche-t-on à Londres, à la City, des diplômés de littérature classique ? Parce que le « marché » comprend que ce sont les compétences générales qui priment les compétences techniques. C'est, dans ce cas, la culture universitaire qui est perçue comme essentielle. Nous devons maintenir cette formation à une pratique générale universitaire et convaincre les employeurs de l'importance des compétences bien plus que des acquis spécifiques. C'est une condition de notre indépendance, mais c'est surtout le meilleur viatique pour **tous** les étudiants que nous formons.

2.— Deuxième raison de cet accent placé sur les institutions culturelles en cette rentrée académique :

Au moment où l'on met en place le « nouveau paysage » de l'enseignement supérieur, en provoquant la rencontre et le dialogue entre différents types d'enseignement supérieur qui revendiquent, chacun, et à juste titre, leurs différences et leur spécificité, il n'est pas inutile de rappeler que d'autres dialogues s'imposent et parmi eux, celui —essentiel— que doivent entretenir les universités et les institutions dites culturelles.

Nous vous avons présenté quelques exemples de contacts dans le petit film qui vient d'être projeté. Il faut aller plus loin : créer un échange continu entre universités et institutions culturelles, faciliter les transferts de compétences, mettre en avant les convergences (je pense à la création), favoriser les synergies. Je rêve d'un espace bruxellois de dialogue nourri entre universités et institutions liées à la culture, au bénéfice des étudiants, du public, de la recherche, de l'innovation...

Universités et institutions culturelles sont d'ailleurs confrontées aux mêmes défis. Trois exemples, sans épuiser la liste :

— le **financement public**, parlons-en à nouveau, est un enjeu majeur et je dirais historique. Rappelons surtout ici combien le financement public est indispensable si l'on veut conférer aux universités, comme aux institutions culturelles, l'indépendance nécessaire. C'est un vieux débat. Giordano Bruno disait déjà, dans son *De immenso*, que la sagesse et la justice avaient commencé à abandonner la terre dès que les écoles philosophiques avaient commencé à vouloir faire des gains à partir de leurs thèses.

Bien sûr, il faut aller chercher des financements à des sources privées, qui peuvent ainsi participer concrètement à une société meilleure. Bien sûr, il faut établir un minerval qui responsabilise sans décourager. Mais le financement public doit rester le cœur des budgets des institutions culturelles ou d'enseignement supérieur.

Ici non plus, ce n'est pas un débat récent (ce qui renforce sa pertinence).

Victor Hugo, face à l'Assemblée constituante le 10 novembre 1848 argumentait :

« Je dis, Messieurs, que les réductions proposées sur le budget spécial des sciences, des lettres et des arts sont mauvaises doublement : elles sont insignifiantes au point de vue financier, et nuisibles à tous les autres points de vue.

Insignifiantes au point de vue financier. Cela est d'une telle évidence, que c'est à peine si j'ose mettre sous les yeux de l'Assemblée le résultat d'un calcul de proportion que j'ai fait. Je ne voudrais pas éveiller le rire de l'Assemblée dans une question sérieuse (...). Que penseriez-vous, Messieurs, d'un particulier qui aurait 1.500 fr. de revenus, qui consacrerait tous les ans à sa culture intellectuelle (...) une somme bien modeste, 5 francs, et qui, dans un jour de réforme, voudrait économiser sur son intelligence six sous ? ».

— les **restructurations** aussi. Si je devais retenir un élément de ma présidence ad interim de l'ARES ce serait sans doute la nécessité de préserver les spécificités de chaque type d'enseignement supérieur tout en limitant l'impact des réseaux. Collaborer sans se fondre. De même, les institutions culturelles sont sans cesse menacées de coupes qui sont malheureusement souvent de véritables couvercles. Sans trop se préoccuper des identités historiques de leurs collections par exemple. On prendrait bien ici le tableau qui manque là

pour recréer de nouveaux ensembles plus « modernes », plus « susceptibles de plaire », « plus attractifs ». Tous ces objectifs sont louables, pour autant que l'on ne perde pas là, ce que l'on veut gagner ailleurs. Pourvu que l'on ne détruise pas, dans le même temps, l'identité d'un musée, d'une collection, d'une université.

— **l'accessibilité** enfin. Les grandes institutions culturelles, tout comme les universités, sont confrontées à une obligation d'élargissement des publics. C'est un enjeu passionnant. Et à nouveau un vieux débat. Caius Lucilius, au 2^e s. av. J.-C., disait: « Savoir n'est pas savoir, si personne d'autre ne sait ce que l'on sait ».

Et Jean Vilar de rappeler: « La culture, ce n'est pas ce qui reste quand on a tout oublié, mais au contraire, ce qui reste à connaître quand on ne vous a rien enseigné. »

Mais n'oublions jamais que ce qui importe, c'est l'accès du plus grand nombre non pas tant aux bâtiments mais aux contenus et à l'apport des institutions auxquelles on accède. Il n'y a pas d'intérêt à assister à un concert pour y être vu ou pour voir qui s'y rend. Il n'y a pas plus d'intérêt à fréquenter un musée, si ce n'est pour s'imprégner d'une culture ou d'une expression artistique. Il n'y a pas d'intérêt non plus à franchir les murs de l'université sans être capable d'y suivre les cours avec profit. Dans tous ces cas, la démarche doit être volontaire et active ; elle impliquera un effort et une responsabilisation, une curiosité et une ouverture, l'appropriation d'une culture, d'un code. Dire que tout est accessible à tout le monde ne nous conduira nulle part, même si je tiens à redire ici mon opposition, dans le contexte actuel, à un mécanisme d'examen d'entrée. Mais, plus que jamais, à ceux qui n'arrêtent pas de nous dire qu'il faut maximiser (le taux de réussite, les échanges, etc.), répondons qu'optimiser est mieux encore.

3.— Enfin (ce sera ma troisième et dernière raison au choix du thème de cette année), il est important de parler de culture dans un monde qui ne se départit plus de la notion de crise. La crise est pérenne et multiple aujourd'hui. La culture, la recherche, l'enseignement poursuivent un même objectif : offrir des réponses positives aux problèmes et aux angoisses des gens.

Ionesco disait, dans une conférence en février 1961 :

« Regardez les gens courir affairés, dans les rues. Ils ne regardent ni à droite, ni à gauche, l'air préoccupé, les yeux fixés à terre, comme des chiens. Ils foncent tout droit, mais toujours, sans regarder devant eux, car ils font le trajet, connu à l'avance, machinalement. Dans toutes les grandes villes du monde c'est pareil. L'homme moderne, universel, c'est l'homme pressé, il n'a pas le temps, il est prisonnier de la nécessité, il ne comprend pas qu'une chose puisse ne pas être utile ; il ne comprend pas non plus que, dans le fond, c'est l'utile qui peut être un poids inutile, accablant. Si on ne comprend pas l'utilité de l'inutile, l'inutilité de l'utile, on ne comprend pas l'art ; et un pays qui ne comprend pas l'art est un pays d'esclaves ou de robots, un pays de gens malheureux, de gens qui ne rient pas ni ne sourient, un pays sans esprit ; où il n'y a pas l'humour, où il n'y a pas le rire, il y a la colère et la haine ».

Au sortir de la 2^e guerre mondiale, Benedetto Croce soulignait l'ardeur que les tyrans de tous bords mettaient à réduire en cendres les repères culturels :

« ...quand les esprits barbares [reprennent des forces], non seulement ils écrasent et oppriment les hommes qui la (la civilisation) représentent, mais ils s'emploient à démolir

leurs œuvres, qui étaient pour eux les instruments d'autres œuvres, et ils détruisent des monuments de beauté, des systèmes de pensée, tous les témoignages du noble passé, en fermant des écoles, en dispersant ou en brûlant les collections des musées, des bibliothèques ou des archives (...). Pour avoir des exemples de tout cela, point n'est besoin d'aller en chercher dans l'histoire ancienne, car celle d'aujourd'hui en offre une si grande quantité que notre sentiment d'horreur finit même par en être émoussé ».

Permettez-moi de vous montrer ce qu'il advient d'un des patrimoines mondiaux les plus prestigieux. Voici comment on traite la citadelle médiévale de Qalaat-el Mudiq. Voici une photo aérienne d'un site archéologique syrien dont j'ai dirigé, jusqu'au conflit actuel, les travaux scientifiques. Et en voici une autre qui montre la catastrophe qui la touche. Au travers de cette évocation qui nous montre le danger qu'encourt le patrimoine mondial face à l'intégrisme et à la barbarie des hommes, face au vandalisme organisé, je voudrais témoigner de la préoccupation de l'ULB face au développement du conflit syrien (loin de n'anéantir que les pierres) et aux multiples conséquences qui en découlent pour la liberté et la paix mondiales.

Permettez-moi aussi, pour exprimer la préoccupation de notre université face à l'évolution des intolérances et des violences de tous bords, d'associer à cette rentrée académique, simplement, mais avec empathie, le souvenir ou la vie contrariée de :

- Mohammed Hassani, le gardien du patrimoine archéologique d'Apamée, aujourd'hui exilé avec sa famille dans un camp de réfugiés en Turquie où les conditions de vie sont à peine plus satisfaisantes qu'en Syrie même. J'espère que lui et ses enfants trouveront un avenir.
- Sherry Ahel, une étudiante palestinienne de la bande de Gaza qui devait nous rejoindre pour les cours d'été et qu'un autre conflit a empêchée de s'enrichir et de s'ouvrir à une expérience de formation internationale qui aurait davantage préparé la paix que n'y réussit une guerre meurtrière. J'espère que nous la verrons bien vite.
- Enfin permettez-moi d'associer à notre rentrée académique la mémoire d'Alexandre Strens, ce jeune homme qui contribuait pacifiquement à la préservation d'un patrimoine culturel, quand la haine, l'intolérance et le racisme ont sauvagement fait irruption en ce Musée juif de notre Ville de Bruxelles.

Gandhi disait « Je ne veux pas que ma maison soit murée de toutes parts, ni mes fenêtres bouchées, mais qu'y circule librement la brise que m'apportent les cultures de tous les pays. »

Décidément, le mot culture doit impérativement s'employer au pluriel. La vraie culture naît toujours de la rencontre, des chocs. Comme disait Octavio Paz, le poète et diplomate mexicain, Prix Nobel de littérature en 1990, « c'est de l'isolement que meurent les civilisations ».

La et les cultures sont un moteur indispensable à la paix et à la résolution des conflits. Nous devons tous y veiller, *hic et nunc*. Et chacun, à la place qui nous revient, à l'Université aussi, nous devons veiller à la diversité culturelle et au maintien d'une curiosité de l'autre. Nous devons sans doute aussi nous mobiliser pour que l'Europe s'appuie sur la culture pour retrouver un souffle nouveau. Non pas **une** culture européenne mais une diversité réussie de cultures qui se sont constamment fécondées. J'espère que les « Tribunes de l'ULB » que nous lancerons cette année pour initier, grâce à nos professeurs, des débats d'idées sur des sujets d'actualité contribueront à ce devoir d'ingérence de l'université dans la vie publique, au

service d'une approche plurielle et tolérante de la vie en société.

Chers amis,

Je forme le vœu que cette nouvelle année académique permette d'améliorer encore notre capacité à créer et à transmettre de la connaissance, participant ainsi à l'amélioration de la société, en prenant si possible un tout petit peu de recul par rapport à l'immédiateté, à l'utilitarisme et au diktat de l'économiquement rentable.

Malraux avait sans doute raison lorsqu'il prétendait que la culture, c'est finalement ce qui fait de l'homme autre chose qu'un accident de l'univers.